

PROVINCE DE QUÉBEC
8 FÉVRIER 2021
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-DE-RESTIGOUCHE
COMTÉ DE BONAVENTURE

Le conseil de la municipalité de Saint-André-de-Restigouche siège à huis clos en séance ordinaire ce 8^e jour de février 2021, les membres du conseil et les officiers municipaux sont à la salle municipale.

Conseillers : Roch Gohier Jacques-André Brunet
 Élise Lacas Kelly Jean-Paul Landry
 Lucille Raymond Simon Deschênes-Jones

Maire : Doris Deschênes

Directrice générale et secrétaire-trésorière : Johannie Tremblay

Que le conseil accepte que la présente séance soit tenue à huis clos et le procès-verbal sera publié sur internet.

La présidente de l'assemblée vérifie le quorum et déclare la session ouverte.

ORDRE DU JOUR

1. Lecture et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal
3. Adoption des dépenses encourues du mois de décembre 2020
4. Trésorie
5. Correspondance
6. Toutes recommandations des contribuables par écrit
7. Renouvellement ADMQ 2021
8. Plan de développement de communauté nourricière
9. Embauche de l'inspecteur municipal et responsable de l'urbanisme et signature de contrat de travail
10. Offre d'emploi / Employé(e) saisonnier
11. Soumission imprimante couleur
12. Offre de service PG Solution
13. Représentant au conseil d'administration de la CAMP pour 2021-2022
14. Permis de voirie
15. PAERRL
16. Assurance
17. Adoption rapport financier 2020
18. Achat en commun
19. Avis de motion règlement relatif au comité consultatif d'urbanisme
20. Adoption projet de règlement relatif au comité consultatif d'urbanisme
21. Avis de motion règlement relatif aux dérogations mineurs
22. Adoption projet de règlement relatif aux dérogations mineures
23. Points divers
 - a) suivi de dossier
 - b) sécurité public
 - c) loisirs
 - d) service de proximité
 - e)
24. Période de questions
25. Levée de l'assemblée

011-2021

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Jean-Paul Landry, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents:

QUE l'ordre du jour proposé soit adopté tel que présenté avec mention que « points divers » demeurent ouverts.

012-2021

ACCEPTATION DU PROCÈS VERBAL

Sur proposition de Élise Lacas Kelly et résolu à l'unanimité des conseillers présents:
QUE le procès-verbal suivant soit approuvé
- Séance ordinaire du 11 janvier 2021

013-2021

PRÉSENTATION ET ACCEPTATION DES COMPTES

Le conseil prend acte de la liste des chèques émis du 1^{er} janvier 2021 au 31 janvier 2021 visant le paiement des dépenses incompressibles selon le règlement # 03-2007 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et approuve globalement :

- le bordereau CP-01-21(comptes payés) totalisant une somme de 32 773.69\$

Il est proposé par Lucille Raymond et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

d'autoriser le paiement des dépenses effectuées par un fonctionnaire dans le cadre d'une délégation et politique de variation budgétaire selon le règlement # 03-2007 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et qui apparaissent dans le bordereau CAP-01-21(comptes à payer) totalisant une somme de 20 014.81\$.

- Association des Directeurs	344.93	#1009
- Bouffard Sanitaires inc.	659.88	#1010
- Les Entreprises J. M. Arseneault	183.31	#1011
- Ferme Gérald Landry	183.96	#1012
- Groupe Ultima	5 717.00	#1013
- Lyne Latouche	2 802.32	#1014
- Magasin Coop	364.92	#1015
- M.R.C. Avignon	3 260.76	#1016
- Municipalité St-Alphonse LET	667.50	#1017
- Municipalité Ristigouche Sud Est	840.00	#1018
- Les Pétroles BS	2 322.44	#1019
- Régie inter municipale de Transport	333.00	#1020
- Réseau Collectif G.I.M.	1 038.06	#1022
- Telmatik	158.21	#1021
- Tremblay Bois Mignault Lemay	1 036.94	#1023
- Télécommunication de l'Est	101.58	#1024

TRÉSORIE

Que le rapport de trésorerie du 1 janvier au 31 janvier 2021 a été déposé et présenté.

CORRESPONDANCE

014-2021

LES JOURNÉES DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE / DU 15 AU 19 FÉVRIER 2021

CONSIDÉRANT QUE le décrochage scolaire a des impacts négatifs significatifs sur l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, lesquels sont évalués à plusieurs dizaines de millions de dollars annuellement, ces impacts étant par ailleurs estimés à 1,9 milliard de dollars annuellement à l'échelle du Québec;

CONSIDÉRANT QUE 25 % des jeunes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine célèbrent leur 20^e anniversaire sans avoir obtenu un premier diplôme ou une première qualification;

CONSIDÉRANT QUE la population de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine compte parmi les moins scolarisées au Québec puisqu'en 2019, ce sont [20,1 % des personnes de 25-64 ans qui n'ont aucun diplôme](#), comparativement à 11,0 % pour l'ensemble du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences du décrochage scolaire sont lourdes pour les individus. Un décrocheur :

- Gagne 15 000 \$ de moins annuellement qu'un diplômé, soit environ 439 000 \$ durant toute la durée de sa vie active;

- Vit sept ans de moins qu'un diplômé;
- A deux fois plus de chances de recourir au chômage;
- Court 1,7 fois plus de risques de faire partie de la population carcérale;
- Court 1,7 fois plus de risques de connaître des épisodes de dépression;

CONSIDÉRANT QUE la prévention du décrochage scolaire n'est pas une problématique concernant exclusivement le monde scolaire, mais bien un enjeu social dont il faut se préoccuper collectivement, et ce, dès la petite enfance jusqu'à l'obtention par le jeune d'un diplôme qualifiant pour l'emploi, peu importe l'ordre d'enseignement;

CONSIDÉRANT QUE Complice coordonne, du 15 au 19 février 2021, les Journées de la persévérance scolaire sous le thème *Nos gestes, un « + » pour leur réussite*, que celles-ci se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation régionale autour de la prévention de l'abandon scolaire et qu'elles seront ponctuées de centaines d'activités dans les différentes communautés de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine;

CONSIDÉRANT QUE les Journées de la persévérance scolaire se tiendront à nouveau cette année simultanément dans toutes les régions du Québec et qu'un nombre important de municipalités appuieront elles aussi cet événement;

CONSIDÉRANT QUE les jeunes font face à une année d'apprentissage exceptionnelle, affectée par la pandémie de COVID-19, et qu'ils ont besoin plus que jamais d'encouragement et de soutien;

Il est proposé par Roch Gohier et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE DÉCLARER les journées du 15 au 19 février 2021 comme étant les Journées de la persévérance scolaire dans notre municipalité;

D'APPUYER Complice Persévérance scolaire Gaspésie–Les Îles et l'ensemble des partenaires mobilisés autour de la lutte au décrochage – dont les acteurs des milieux de l'éducation, de la politique, du développement régional, de la santé, de la recherche, du communautaire, de la petite enfance, des médias et des affaires – afin de faire de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine une région qui valorise l'éducation comme un véritable levier de développement pour ses communautés;

DE FAIRE PARVENIR une copie de cette résolution à Complice Persévérance scolaire Gaspésie–Les Îles.

015-2021

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / MATAPÉDIA – LES PLATEAUX (CDEMLP)

CONSIDÉRANT que la Corporation de Développement économique Matapédia – Les Plateaux (CDEMLP) :

- se prépare, dans le cadre de la Route des Belvédères, à implanter des circuits numériques pour les visiteurs de saison touristique 2021 à compter de juin;
- se doit de procéder à la recherche de soutien financier pour assurer la coordination du projet numérique de la Route des Belvédères ainsi que les opérations courantes de 2021-2022-2023;
- aura besoin d'un(e) chargé(e) de projet et les services de divers experts notamment en numérisation et en communication;

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que la municipalité de Saint-André-de-Restigouche mandate Franceska Desmarais, Agente de développement touristique et économique, soit mandatée pour déposer une demande d'aide financière dans le cadre du programme FRR – Volet 4 : Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale du MAMH et tout autre document pertinent à cette demande, si nécessaire.

TOUTES RECOMMANDATIONS DES CONTRIBUABLES PAR ÉCRIT

016-2021

ASSURANCES : RENOUVELLEMENT ADMQ 2021

Il est proposé par Roch Gohier et résolu à l'unanimité des conseillers présents :
D'accepter l'ajustement pour l'assurance avec ADMQ pour l'année 2021 au coût de 390\$ taxes comprises pour un total de 959.13\$ taxes incluses.

017-2021

**PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE COMMUNAUTÉ NOURRICIÈRE
CONSIDÉRANT;**

Que la démarche « Territoire Solidaire » regroupe cinq municipalités, soit :
Matapédia, St-Alexis-de-Matapédia, St-François-d'Assise, St-André-de-Restigouche et l'Ascension-de-Patapédia, municipalités communément désignées par le vocable Matapédia-et-les-Plateaux;

Que le plan d'action de Territoire Solidaire vise la revitalisation du territoire et, après plus de 10 ans de démarches concertées, cible l'autonomie alimentaire comme l'une de ses priorités, notamment à travers;

- La conception et l'aménagement d'espaces partagés de production et de transformation alimentaire ;
- Le soutien à la mise en œuvre d'initiatives en autonomie alimentaire liées aux ressources naturelles, notamment à travers la cueillette en milieu naturel;
- Le soutien à l'établissement de la relève agricole et au démarrage de nouveaux projets;
- La collaboration avec la démarche Nourrir notre monde;
Que la démarche Nourrir notre monde a fait circuler un sondage en juin 2020 dans toute la MRC d'Avignon;
Que les priorités qui se dégagent de l'intérieur du sondage, pour le secteur Matapédia-et-les-Plateaux, visent;
- La création d'un incubateur d'entreprises agricoles afin d'attirer la relève dans le secteur;
- La diversification de l'offre alimentaire, entre autre par l'augmentation de la production locale;
- La mise en place et la disponibilisation d'infrastructures de conditionnement, de transformation et de stockage des récoltes;
Que ces points forts du sondage se distinguent de ceux priorisés ailleurs dans la MRC d'Avignon;
Que ces priorités exprimées dans le plan d'action de Territoire Solidaire et dans le sondage Nourrir notre monde convergent vers l'autonomisation du secteur Matapédia-et-les-Plateaux en matière d'alimentation;
Qu'il est nécessaire de préciser la vision commune et de délimiter les actions à poser en autonomie alimentaire pour la communauté;
Que le MAPAQ peut fournir 50% des fonds nécessaires à l'élaboration d'un « plan de développement de communauté nourricière », le « Plan »
Il est proposé par Élise Lacas Kelly et résolu à l'unanimité des conseillers présents :
D'autoriser la municipalité de St-Alexis-de-Matapédia à déposer une demande d'aide financière au MAPAQ dans le cadre de la mesure « plan de développement de communauté nourricière », au nom des cinq municipalités du secteur Matapédia-et-les-Plateaux;
De collaborer à l'élaboration du Plan en déléguant au moins une personne lors des consultations publiques;
En publicisant les consultations publiques liées au Plan dans nos canaux de communication avec les citoyens (mini-journal, affichage au Magasin Coop et au bureau municipal)
En fournissant une contribution monétaire de 1 500\$ pour l'élaboration du plan.

018-2021

**EMBAUCHE DE L'INSPECTEUR MUNICIPAL ET RESPONSABLE DE
L'URBANISME ET SIGNATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**

Considérant qu'une entente relative au service régionalisé de l'inspection municipale et responsable de l'urbanisme a été adoptée par les municipalités de L'Ascension-de-Patapédia, St-François-d'Assise, St-Alexis-de-Matapédia, Matapédia, St-André-de-Restigouche, Restigouche-Partie-Sud-Est, Pointe-à-la-Croix, Escuminac et Nouvelle;

Pour ce motif, il est proposé par le conseiller Jacques-André Brunet et résolu à l'unanimité des conseillers(ères);

Que le conseil de la Municipalité de St-André-de-Restigouche adopte le contrat de travail de Monsieur Étienne Berthelot en tant qu'inspecteur municipal et responsable de l'urbanisme tel que présenté.

Que le conseil municipal approuve l'embauche de Monsieur Étienne Berthelot avec une période de probation de 6 mois ou l'équivalent de 840 heures de travail.

Que le contrat de travail à une durée indéterminée soit signé.

Que le conseil de la Municipalité de St-André-de-Restigouche mandate la maire, Cynthia Dufour et la directrice générale et secrétaire-trésorière, Madame Lise Pitre de la municipalité de St-Alexis-de-Matapédia à signer pour et au nom de la Municipalité de St-André-de-Restigouche, tout document concernant ce dossier.

019-2021

OFFRE D'EMPLOI / EMPLOYÉ(E) SAISONNIER

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'autoriser la directrice générale à afficher le poste d'employé municipal soit demandé pour 40 heures par semaine pour 26 semaines (la période de mai à octobre) et 5 heures par semaines pour 26 semaines (pour la période de novembre à avril) avec mention « à discuter » pour le salaire. Exigences :

- Permis de conduire classe 5
- Autonome
- Débrouillard
- Camionnette
- Sens de l'organisation

Jusqu'au 4 mars 2021 à 15h30 pour remettre leur candidature.

Sur le comité de sélection : Doris Deschênes maire, Johannie Tremblay directrice générale, un ou une conseiller/conseillère et une directrice générale de la région.

Afficher le poste au bureau municipal, Magasin Coop, épicerie Bujold, gaz bar Matapédia, site Matapédia les Plateaux, site Emploi Québec et le site facebook de la municipalité.

Envoyer le CV par la poste, au bureau municipal ou par courriel.

020-2021

OFFRE DE SERVICE PG SOLUTION

Il est proposé par Roch Gohier et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;
Que la municipalité accepte l'offre de service de PG Solution pour l'implantation des modules suivants : Paie et Télétransmission – Taxation.

021-2021

REPRÉSENTANT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAMP POUR 2021-2022

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;

Qu'Élise Lacas Kelly sera représentante au sein du conseil d'administration de la CAMPP pour une période de 2 ans (2021-2022)

022-2021

PERMIS DE VOIRIE

Attendu que la Municipalité doit exécuter des travaux dans l'emprise des routes à l'entretien du Ministère des Transports;

Attendu qu'il est nécessaire d'obtenir une permission de voirie du ministère des Transports, pour intervenir sur les routes à l'entretien du Ministère;

Attendu que la Municipalité est responsable des travaux dont elle est maître d'oeuvre;

Attendu que la Municipalité s'engage à respecter les clauses des permis émis par le ministère des Transports;

Attendu que la Municipalité s'engage à remettre les infrastructures routières dans leur état original;

Attendu que la Municipalité s'engage également à demander, chaque fois qu'il sera nécessaire, le permis requis.

Il est proposé par Jacques-André Brunet et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;
Que la Municipalité demande au ministère des Transports de lui accorder les permissions de voirie au cours de l'année 2021, et qu'elle autorise Madame Doris Deschênes, maire à signer les permis.

023-2021

PAERRL

Considérant que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports (MTQ) a versé une compensation de 92 076\$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2020 ;
Considérant que suite aux changements apportés par le ministère des Affaires municipales Régions et de l'Occupation du territoire (MAMOT), la municipalité doit attester et confirmer l'utilisation de cette somme ;
Considérant que la compensation annuelle allouée à la Municipalité de Saint-André-de-Restigouche vise l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la municipalité ;
En conséquence, il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité d'attester le bilan présenté par la directrice générale au montant de 101 530.85\$ réparti hiver : 60 250.28\$ été : 41 280.57\$ totalisant les frais admissibles encourus en cours de l'année 2020 sur des routes locales de niveau 1 et 2, conformément aux objectifs du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

024-2021

ASSURANCE

Il est proposé par Simon Deschênes-Jones et résolu à l'unanimité des conseillers présents :
Que la municipalité facture le club des 50 ans et plus le montant de 250\$ couvrant ainsi leur part d'assurance.

025-2021

ADOPTION RAPPORT FINANCIER 2020

Suite à la présentation du rapport financier 2020,
Il est proposé par Jacques-André Brunet et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;
Que le rapport financier 2020 soit adopté.

026-2021

ACHATS EN COMMUN

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;
Que la municipalité commande pour le calcium liquide seulement, la même quantité que l'an dernier.

AVIS DE MOTION RÈGLEMENT RELATIF AU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le conseiller Jacques-André Brunet donne l'avis de motion que le règlement 001-2021 relatif au comité consultatif d'urbanisme sera adopté à une séance ultérieure. Le projet de règlement est déposé à la table du conseil.

027-2021

ADOPTION PROJET DE RÈGLEMENT 001-2021 RELATIF AU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

CONSIDÉRANT les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1), notamment l'article 146;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal de Saint-André-de-Restigouche juge opportun d'adopter un nouveau règlement constituant un Comité consultatif d'urbanisme pour l'aider à rencontrer efficacement ses responsabilités en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a dûment été donné lors de la séance du 8 février 2021;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement est déposé en séance tenant;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de règlement a pour objet d’établir le mandat du comité consultatif d’urbanisme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Jacques-André Brunet, et résolu à l’unanimité des conseillers présents.

QUE le projet règlement numéro 001-2021 soit et est adopté et qu’il soit décrété comme suit :

CHAPITRE 1DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante à toutes fins que de droit, comme s'il était ici ré cité au long.

1.2 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est intitulé « Règlement relatif au comité consultatif d’urbanisme » et porte le numéro 001-2021.

1.3 NOM DU COMITÉ

Le comité sera connu sous le nom de comité consultatif d'urbanisme et désigné dans le présent règlement comme étant le comité

1.4 VALIDITÉ DU RÈGLEMENT

Le conseil municipal décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe et alinéa par alinéa, de manière à ce que si un chapitre, un article, un paragraphe ou un alinéa de celui-ci était ou devait être en ce jour déclaré nul ou non avenu par un tribunal compétent, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

1.5 AUTRES LOIS ET RÈGLEMENTS

Aucune disposition du règlement ne peut être interprétée comme ayant pour effet de soustraire une personne à l’application d’une loi ou d’un règlement du gouvernement du Canada, du Québec ou de la Municipalité régionale de comté.

1.6 RÈGLES D’INTERPRÉTATION COMMUNES À TOUS LES RÈGLEMENTS

Les règles d'interprétation que l'on retrouve au Règlement relatif aux permis et certificats ainsi qu’à l’administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction en vigueur s'appliquent au présent règlement et en font partie intégrante comme si ledit chapitre y était reproduit en totalité.

1.7 MODE DE DIVISION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est d’abord divisé en chapitres numérotés en chiffres arabes. Chaque chapitre peut être divisé en articles numérotés avec deux chiffres et chaque article de deux chiffres peut être divisé par des articles numérotés avec trois chiffres, de façon consécutive, en chiffres arabes. Chaque article est ensuite divisé en paragraphe qui n’est précédé d’aucun chiffre, lettre ni marque particulière. Un paragraphe peut être divisé en alinéa et en sous-alinéas précédés d’une lettre, d’un chiffre ou d’un tiret.

L’exemple suivant illustre le mode de division général du présent règlement :

CHAPITRE : CHAPITRE 1

ARTICLE : 1.1

ARTICLE : 1.1.1

PARAGRAPHE Texte

ALINÉA : a), Alinéa 1^o ou alinéa -

SOUS-ALINÉA : a), Alinéa 1^o ou alinéa –

1.8 TERMINOLOGIE

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot, terme ou expression a le sens et la signification qui lui sont attribués à l’article traitant de la terminologie dans le Règlement de zonage

en vigueur; si un mot, un terme ou une expression n'y est pas spécifiquement noté, il s'emploie au sens communément attribué à ce mot ou à ce terme.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

2.1 CONSTITUTION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le comité est constitué par le présent règlement, conformément à l'article 146 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. c.A-19.1).

2.2 RÔLE DU COMITÉ

Le comité a pour rôle d'étudier et de soumettre des recommandations au conseil sur toute question concernant l'urbanisme, le zonage, le lotissement et la construction.

Le comité est responsable d'évaluer le contenu du plan et des règlements d'urbanisme en rapport avec l'évolution des besoins de la municipalité et d'en proposer la modification lorsque nécessaire.

Le comité étudie et fait une recommandation au conseil sur les demandes suivantes :

1. toute dérogation mineure;
2. tout plan relatif au règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE);
3. tout plan relatif au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA);
4. tout usage conditionnel;
5. tout projet relatif au règlement sur les projets particuliers de construction, de modification, ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI).

Le comité est également responsable de formuler des recommandations au conseil relativement à l'application du Chapitre IV de la Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q. c-P-9.002).

2.3 COMPOSITION DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le comité est composé de 4 membres nommés par le conseil municipal dont 2 membres à titre d' élu et 2 membres à titre de résidant de la municipalité. Les membres sont nommés par résolution du conseil.

2.4 NOMINATION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ

Le conseil nomme par résolution un président parmi les membres du comité.

La durée du mandat du président est fixée à 2 ans. Le mandat du président est renouvelable par résolution du conseil.

Outre l'expiration de son mandat, le président du comité cesse d'occuper son poste lorsqu'il y est remplacé, lorsqu'il cesse d'être un membre du comité ou lorsqu'il démissionne en tant que président.

S'il démissionne de son poste de président, celui-ci doit en aviser par écrit le secrétaire du comité. La démission prend effet à la date de réception de cet avis.

En cas de démission du président, ou lorsque celui-ci cesse d'être un membre du comité, le conseil peut nommer un autre membre du comité pour terminer la durée du mandat du poste de président devenu vacant.

De plus, le conseil peut, à tout moment, remplacer le président s'il le juge nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du comité. Dans un tel cas, le conseil nomme un autre membre du comité pour terminer la durée du mandat du poste de président.

2.5 NOMINATION DU SECRÉTAIRE

Le conseil nomme par résolution le secrétaire du comité qui est responsable d'assurer son fonctionnement.

2.6 PERSONNES-RESSOURCES

L'inspecteur en bâtiment agit comme personne-ressource auprès du comité et n'a pas droit de vote. Lorsque requis, tout autre professionnel en architecture, en histoire ou en urbanisme, peut également agir comme personne-ressource auprès du comité.

2.7 QUORUM

Le quorum des assemblées du comité est fixé à trois (3) membres.

2.8 DURÉE ET RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES MEMBRES

La durée du mandat des membres est fixée à 2 ans et se calcule à compter de la date de la nomination. Le mandat de chacun des membres est renouvelable par le conseil.

2.9 SIÈGE VACANT

Outre l'expiration de son mandat, un membre du comité cesse d'occuper son siège lorsqu'il y est remplacé, lorsqu'il démissionne ou lorsqu'il cesse d'être un membre du conseil ou un résidant de la municipalité, le rendant inapte à occuper son siège.

2.10 DÉMISSION D'UN MEMBRE

Un membre qui démissionne doit en aviser par écrit le secrétaire du comité. La démission prend effet à la date de réception de cet avis.

2.11 REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DU COMITÉ

En cas de démission d'un membre ou, lorsqu'un membre cesse d'être un membre du conseil ou un résidant de la municipalité, le rendant inapte à occuper son siège, le conseil peut nommer une autre personne pour terminer la durée du mandat du siège devenu vacant.

De plus, en cas d'absence non motivée d'un membre résidant à trois réunions régulières successives du comité, le président du comité peut recommander au conseil de remplacer ce membre.

Dans un tel cas, ou pour tout autre motif valable, le conseil peut démettre un membre résidant de ses fonctions et nommer une autre personne pour terminer la durée du mandat du siège devenu vacant.

2.12 REMBOURSEMENT DES DÉPENSES

Les dépenses encourues par les membres du comité pour assister aux rencontres sont remboursées conformément aux politiques de la municipalité.

2.13 PROCÈS-VERBAUX

Les recommandations du comité sont consignées dans un procès-verbal des réunions.

2.14 RÈGLES DE RÉGIE INTERNE

Le comité établit toutes autres règles de régie interne qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses fonctions.

2.15 CONVOCATION DES RÉUNIONS PAR LE CONSEIL

En plus des réunions prévues et convoquées par le comité, le conseil peut aussi convoquer les membres du comité en donnant un avis écrit préalable dans un délai de 7 jours.

2.16 CONFLIT D'INTÉRÊT

Lorsqu'une demande est déposée au comité et qu'elle est susceptible de causer un conflit d'intérêt au sein du comité, la personne qui est à l'origine de ce conflit doit s'abstenir de son droit de vote.

CHAPITRE 3 DISPOSITIONS FINALES

3.1 ABROGATION DES RÈGLEMENTS

Le présent règlement remplace et abroge toute disposition incompatible avec le présent règlement qui pourrait se retrouver dans d'autres règlements antérieurs de la Municipalité. Sans limiter ce qui précède, le Règlement relatif au comité consultatif d'urbanisme 001-2021 et ses amendements sont remplacés.

3.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

AVIS DE MOTION RÈGLEMENT RELATIF AUX DÉROGATIONS MINEURES

Le conseiller Jacques-André Brunet donne l'avis de motion que le règlement 002-2021 relatif aux dérogations mineures sera adopté à une séance ultérieure. Le projet de règlement est déposé à la table du conseil.

028-2021

ADOPTION PROJET DE RÈGLEMENT 002-2021 RELATIF AUX DÉROGATIONS MINEURES

CONSIDÉRANT QUE le Conseil peut adopter, en vertu de l'application des articles 145.1 à 145.8 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1), un règlement sur les dérogations mineures aux dispositions des règlements de zonage et de lotissement, autre que celles qui sont relatives à l'usage et à la densité d'occupation du sol;

CONSIDÉRANT QU'un comité consultatif d'urbanisme agit sur le territoire de la municipalité, et que des règlements de zonage et de lotissement ont aussi été adoptés et sont en vigueur;

CONSIDÉRANT QU'une dérogation mineure doit respecter les objectifs du Plan d'urbanisme de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QU'une dérogation mineure ne peut être accordée que si l'application du règlement concerné, soit de zonage ou de lotissement, a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui la demande;

CONSIDÉRANT QU'une dérogation mineure ne peut être accordée si l'autorisation fait en sorte de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QU'une dérogation mineure peut avoir effet à l'égard de travaux déjà exécutés ou en cours, à la condition que lesdits travaux aient fait l'objet au préalable des permis et certificats requis en vertu de l'application des règlements d'urbanisme et qu'ils aient été réalisés de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme doit avoir été publié en conformité des dispositions dudit article;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a été adopté à la séance de ce conseil tenue le 8 février 2021;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Jacques-André Brunet, et résolu à l'unanimité des conseillers présents.

QUE le projet de règlement numéro 002-2021 soit et est adopté et qu'il soit décrété comme suit :

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante à toutes fins que de droit, comme s'il était ici récité au long.

1.2 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est intitulé « Règlement relatif aux dérogations mineures » et porte le numéro 002-2021.

1.3 ZONES CONCERNÉES

Une dérogation mineure peut être accordée dans toutes les zones identifiées au plan de zonage en vigueur dans la municipalité, y compris à l'intérieur des zones résultant de modifications au règlement de zonage et subséquentes à l'entrée en vigueur du présent règlement.

1.4 VALIDITÉ DU RÈGLEMENT

Le conseil municipal décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe et alinéa par alinéa, de manière à ce que si un chapitre, un article, un paragraphe ou un alinéa de celui-ci était ou devait être en ce jour déclaré nul ou non avenu par un tribunal compétent, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

1.5 AUTRES LOIS ET RÈGLEMENTS

Aucune disposition du règlement ne peut être interprétée comme ayant pour effet de soustraire une personne à l'application d'une loi ou d'un règlement du gouvernement du Canada, du Québec ou de la Municipalité régionale de comté.

1.6 RÈGLES D'INTERPRÉTATION COMMUNES À TOUS LES RÈGLEMENTS

Les règles d'interprétation que l'on retrouve au Règlement relatif aux permis et certificats ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction en vigueur s'appliquent au présent règlement et en font partie intégrante comme si ledit chapitre y était reproduit en totalité.

1.7 MODE DE DIVISION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est d'abord divisé en chapitres numérotés en chiffres arabes. Chaque chapitre peut être divisé en articles numérotés avec deux chiffres et chaque article de deux chiffres peut être divisé par des articles numérotés avec trois chiffres, de façon consécutive, en chiffres arabes. Chaque article est ensuite divisé en paragraphe qui n'est précédé d'aucun chiffre, lettre ni marque particulière. Un paragraphe peut être divisé en alinéa et en sous-alinéas précédés d'une lettre, d'un chiffre ou d'un tiret.

L'exemple suivant illustre le mode de division général du présent règlement :

CHAPITRE : CHAPITRE 1

ARTICLE : 1.1

ARTICLE : 1.1.1

PARAGRAPHE Texte

ALINÉA : a), Alinéa 1^o ou alinéa -

SOUS-ALINÉA : a), Alinéa 1^o ou alinéa -

1.8 TERMINOLOGIE

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot, terme ou expression a le sens et la signification qui lui sont attribués à l'article traitant de la terminologie dans le Règlement de zonage en vigueur; si un mot, un terme ou une expression n'y est pas spécifiquement noté, il s'emploie au sens communément attribué à ce mot ou à ce terme.

CHAPITRE 2 ATTRIBUTION D'UNE DÉROGATION MINEURE

2.1 DISPOSITIONS DES RÈGLEMENTS DE ZONAGE ET DE LOTISSEMENT POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE DÉROGATION MINEURE

Toutes dispositions des règlements de zonage et de lotissement en vigueur et leurs amendements peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure à l'exception des normes portant sur un usage ou une densité d'occupation des sols.

De plus, aucune dérogation mineure ne peut être accordée dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique.

Une dérogation mineure peut être accordée par rapport aux normes de distances séparatrices relatives aux odeurs lorsque les distances applicables ne peuvent

être respectées dans le cas de la construction ou l'agrandissement d'un établissement d'élevage.

CHAPITRE 3 PROCÉDURE POUR LE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE

3.1 PRÉSENTATION

Toute demande de dérogation mineure doit être présentée par écrit au fonctionnaire désigné au bureau de la municipalité et comprendre les documents énoncés au présent règlement et selon les modalités qu'il prescrit.

3.2 INFORMATIONS ET DOCUMENTS REQUIS

La demande de dérogation mineure doit être produite en 3 exemplaires et comprendre les éléments suivants, à savoir:

1. un document écrit et dûment signé indiquant la nature de la dérogation mineure demandée, le ou les article(s) concerné(s) du règlement de zonage ou de lotissement, de même que les motifs pour lesquels elle est requise; dans la mesure où le requérant ne serait pas le propriétaire de l'emplacement ou de l'immeuble visé par la demande, une procuration dûment signée du propriétaire dudit emplacement ou immeuble et l'autorisant à effectuer une demande de dérogation mineure doit accompagner le document prévu au présent paragraphe;
2. un plan indiquant l'identification cadastrale de l'emplacement concerné, sa position par rapport à la (aux) rue(s), ses dimensions et sa superficie, la description, la localisation et les dimensions au sol des bâtiments existants et projetés sur l'emplacement, de même que l'identification de la dérogation mineure demandée; ce plan doit, en outre, montrer la situation des emplacements voisins contigus à l'emplacement concerné, identifier et localiser les bâtiments existants sur ces emplacements;
3. tout autre document disponible permettant au fonctionnaire désigné, au comité consultatif d'urbanisme et au Conseil une meilleure compréhension de la demande.

La demande doit être accompagnée du paiement des frais afférents établis à 300\$, requis aux fins d'étude du dossier et des frais de publication. Si la demande est jugée irrecevable par le comité consultatif d'urbanisme, le montant de 300 \$ est remboursé.

3.3 CHEMINEMENT DE LA DEMANDE

3.3.1 Étude de la demande par le fonctionnaire désigné et par le comité consultatif d'urbanisme

Dans les trente (30) jours de la réception de la demande, le fonctionnaire désigné procède, dans un premier temps, à une vérification du contenu de la demande et à son analyse préliminaire, en regard de sa conformité au présent règlement, de même qu'aux dispositions des règlements de zonage et de lotissement, autre que celles concernées par la demande et en ce qui concerne le respect des objectifs du plan d'urbanisme en vigueur. Il dresse un rapport écrit à l'intention du comité consultatif d'urbanisme, qu'il soumet audit comité, accompagné des documents énoncés à l'article précédent et soumis avec la demande de dérogation mineure; de même, le cas échéant, lorsque le requérant a d'abord procédé à une demande de permis ou certificat, une copie de ladite demande et des documents l'accompagnant est jointe au rapport.

Le comité consultatif d'urbanisme étudie ensuite la demande sur la foi des documents qui lui sont produits, de ceux qu'il peut requérir pour assurer une meilleure compréhension de la demande et des conséquences qui en découlent; il peut aussi visiter l'immeuble, l'emplacement ou le terrain qui fait l'objet de la demande.

Après étude, le comité consultatif d'urbanisme procède à sa recommandation au conseil à l'égard de la demande de dérogation mineure, à savoir le rejet ou l'acceptation de la demande, et ce, par écrit. Il peut aussi procéder aux propositions qu'il juge pertinentes, ces propositions se destinant au requérant. Au cas de rejet de la demande, l'avis du comité consultatif d'urbanisme doit motiver ce rejet.

3.3.2 Étude par le conseil

Au moins quinze (15) jours avant la tenue de la séance du conseil où il doit être statué sur la demande de dérogation mineure, le secrétaire-trésorier doit faire publier un avis conforme aux dispositions de l'article 145.6 de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme,

Le Conseil, après avoir entendu, le cas échéant, les personnes intéressées et après avoir pris connaissance de l'avis du comité consultatif d'urbanisme, rend sa décision par résolution.

Une copie de la résolution du Conseil est transmise par le secrétaire-trésorier de la municipalité au requérant.

3.3.3 Tenue d'un registre

La demande de dérogation mineure et la résolution du conseil sont inscrites au registre constitué pour ces fins.

3.4 CONDITIONS REQUISES POUR L'ATTRIBUTION D'UNE DÉROGATION MINEURE

Une dérogation mineure ne peut avoir pour effet de soustraire un citoyen à l'application d'une loi en vigueur du Québec ou du Canada ou aux dispositions de règlements édictés sous leur empire.

Une dérogation mineure ne peut être accordée si les frais à être acquittés par le requérant pour fins d'étude et de publication ne sont pas payés.

Une dérogation mineure ne peut être accordée si l'une ou l'autre des conditions suivantes ne sont pas respectées:

1. Elle ne vise pas une disposition des règlements d'urbanisme pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure décrite au chapitre 2 du présent règlement;
2. Elle compromet l'atteinte des objectifs du plan d'urbanisme;
3. Son refus a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui a procédé à la demande;
4. Elle ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins de leur droit de propriété;
5. Dans le cas où elle vise des travaux déjà exécutés ou en voie d'exécution, ceux-ci ont fait l'objet, au préalable, de l'émission des permis ou certificats requis en vertu des règlements d'urbanisme et ont été exécutés de bonne foi.

CHAPITRE 4 DISPOSITIONS FINALES

4.1 ABROGATION DES RÈGLEMENTS

Le présent règlement remplace et abroge toute disposition incompatible avec le présent règlement qui pourrait se retrouver dans d'autres règlements antérieurs de la Municipalité. Sans limiter ce qui précède, le Règlement relatif aux dérogations mineures002-2021 et ses amendements sont remplacés.

4.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

POINTS DIVERS SUIVI DE DOSSIER

La conseillère Lucille Raymond fait le point concernant les nouveaux arrivants et la politique MADA.

Le conseiller Jean-Paul Landry informe le conseil que la rotation des livres de la bibliothèque est repoussée.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

LOISIRS

SERVICE DE PROXIMITÉ

Le conseiller Jacques-André Brunet informe le conseil du nouveau projet du Magasin Coop : les Boites Apéro.

PÉRIODE DE QUESTIONS

029-2021

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

L'ordre du jour ayant été épuisé, la présidente déclare l'assemblée close.
La levée de l'assemblée est proposée par Lucille Raymond à 20h25.

Maire

Directrice générale & secrétaire-trésorière

Je, Doris Deschênes, maire, atteste que « la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal »

Doris Deschênes, maire